M. Nunziata: Monsieur le Président, je reformule ma question. Le premier ministre et d'autres ont qualifié cette fuite d'acte criminel, mais ce n'est pas encore une certitude. Rien n'empêche que quelqu'un pouvait avoir accès à ce fameux *Budget en bref*. Évidemment, cette fuite peut ne pas provenir d'une seule source. On sait aussi, monsieur le Président, qu'il incombe au ministre des Finances, en dernier ressort, de préserver le secret du processus budgétaire. Je pose donc de nouveau ma question au ministre des Finances. Quelle conception se fait-il au juste de la responsabilité ministérielle? Prend-t-il la responsabilité de ce gâchis?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, c'est là une question très sérieuse. A titre de premier ministre responsable de ce ministère, je me dois de répondre au député. En fait, la question porte sur le degré de responsabilité ministérielle et la nature de cette responsabilité. Je puis dire honnêtement au député qui est ici depuis quatre ou cinq ans, que la conduite du ministre des Finances lui-même au cours de la même période a toujours été, à mon avis, un modèle de responsabilité ministérielle. Je pense que les faits l'ont prouvé.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Je présume que les Canadiens et les parlementaires voudront savoir si la responsabilité ministérielle s'arrête aux limites proposées par le sénateur Forsey, ou si cette notion doit avoir toute l'extension que lui donne le très honorable chef de l'opposition, celui estimant que le ministre doit être tenu responsable d'un acte criminel commis dans son ministère. C'est une question qui mérite considération.

Permettez-moi de dire à mon ami que, même si une enquête de la GRC est en cours, je tiens mon information de l'intermédiaire, M. French, de la chaîne Global, qui a dit: «J'imagine que les criminels aiment revenir sur les lieux de leur crime.» Ce sont les propos de celui qui a reçu l'information, et qui l'a ensuite rendue publique.

Il faut se demander si le ministre des Finances a respecté pleinement les exigeantes traditions de la démocratie parlementaire britannique, et la réponse est affirmative.

Questions orales

LE BUDGET

ON DEMANDE SI QUELQU'UN A TIRÉ UN GAIN DE LA CONNAISSANCE DES RENSEIGNEMENTS

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Ma question s'adresse au ministre des Finances que nous connaissons tous à la Chambre depuis longtemps comme un homme qui prend ses responsabilités et s'acquitte de ses obligations envers la population. Je tiens à dire en toute déférence, monsieur le Président, que dans sa réponse à mon chef il n'a pas dit si oui ou non quelqu'un a tiré profit de cette information. Je lui demande clairement et posément, pour qu'il donne une réponse catégorique, s'il peut assurer à la Chambre que personne qui connaissait le contenu du budget n'en a tiré un avantage personnel.

• (1440)

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je n'en ai aucune preuve. Si le député en possède, il a le devoir envers la Chambre et envers la population canadienne d'en informer la GRC.

* * *

LE BUDGET

LES ENQUÊTES SUR LES TRANSACTIONS PAR LES COMMISSIONS DE VALEURS MOBILIÈRES

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, le ministre dit qu'il n'a pas de preuves, qu'il ne peut donner cette assurance. Voudrait-il répondre catégoriquement à la question que Sinclair Stevens a posée le 19 avril 1983 pendant l'affaire Lalonde, et que rapporte le *hansard* à la page 24628:

Enfin. . .

Le ministre.

. . . a-t-il fait le nécessaire pour s'assurer que les commissions de valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes seront priées d'enquêter immédiatement sur les transactions qui ont pu avoir lieu, particulièrement dans le secteur très instable des obligations, afin de déterminer si des initiés ont effectivement réalisé des bénéfices?

Le ministre l'a-t-il fait?

[Français]

L'hon. Pierre Blais (solliciteur général du Canada et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, tel que cela a été mentionné par le premier ministre et par mon collègue, effectivement, dès que la GRC a été mise au courant de ces événements, tôt hier soir, une enquête approfondie sur les allégations a déjà été entreprise, et les commissions des valeurs mobilières des provinces en